

"España en el mercado común"

Source: "L'Espagne dans le Marché commun", CPPE-1655, Archivo Histórico de la Unión Europea, Instituto Universitario Europeo. Florencia.

Copyright: Archives historiques de l'Union européenne

URL: http://www.cvce.eu/obj/espana_en_el_mercado_comun-fr-86f10718-84f5-49b7-aa00-e53427f29efe.html

Date de dernière mise à jour: 06/02/2014

Tribune libre

M. H. LAGARDE, secrétaire départemental du Parti communiste français, exprime son point de vue sur l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Une nouvelle flambée de licenciements frappe ou va frapper la Côte Basque : les cent cinquante de la DEPEX, à Anglet, sont toujours dans l'attente; les cent trente-trois d'Itsasokoa, à Ciboure, sont sur le point d'être jetés dehors; la cartoucherie Lajus, à La Nègresse, déposerait son bilan, ainsi que l'entreprise Nécol, à Anglet, (bâtiment); Chupa-Chups, à Bayonne, annonce vingt licenciements, pour commencer.

L'Espagne dans le Marché commun

La situation économique continue à se dégrader. Si les licenciements ne sont pas aussi massifs qu'en Lorraine, les résultats sont les mêmes. Le spectre du chômage, de la casse et du déclin s'étend sur notre région. Il y a un an à peine, Bernard Marie promettait « une Côte Basque moderne et prospère et plus de huit mille emplois nouveaux ». Devant des résultats aussi désastreux, on lance aujourd'hui de nouveaux slogans.

La Côte Basque sera sauvée par l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, nous ne serions plus le cul de sac de l'Europe, nous allons devenir une voie de passage ! A nous la prospérité ! Cette argumentation, vous la retrouvez aussi bien dans le Journal de Bernard Marie que dans les écrits du Parti socialiste, aussi bien dans les déclarations patronales que dans les communiqués des Radicaux de gauche. Seul le Parti communiste français dit catégoriquement non.

Les faits que nous vivons aujourd'hui nous donnent raison : la conserverie et la pêche meurent à Saint-Jean-de-Luz-Ciboure à cause, entre autres, de la « concurrence » espagnole; la DEPEX ferme, mais on importe des gants en caoutchouc d'Espagne; chez Dassault, des bâtis 17-36 ont été transférés vers l'Espagne (La Casa); le nombre de cheminots affectés aux gares de triage est en diminution mais une vaste plateforme est prête à Irun pour centraliser les opérations; Chupa-Chups commence à licencier et parle de rapatrier toute sa production à la maison mère d'Espagne puisqu'il n'y aura plus de barrière douanière. Voilà des faits qui s'inscrivent en faux contre toutes les belles déclarations des partisans de l'élargissement de l'Europe.

Mais il n'y a pas que les faits qui nous donnent raison. Le 29 novembre 1978, la Commission de Bruxelles a fait connaître son avis « concernant la demande d'adhésion de l'Espagne » (communiqué 78-630 final). Dans ce document, que beaucoup auraient souhaité voir garder secret, on peut lire (certains passages ont été mis en gras par nous) :

« Point 44 : les mesures de restructuration déjà entamées dans plusieurs secteurs industriels... **risquent d'augmenter les suppres-**

sions d'emploi. L'hypothèse d'une accélération de l'exode rural liée au processus de l'adhésion et aggravant cette situation ne peut être écartée.

« Point 47 : les difficultés d'un certain nombre de régions peu développées, déjà aggravées par l'impact de la crise, seront ultérieurement accentuées en raison des adaptations résultant de l'intégration progressive de l'économie espagnole... en particulier certaines régions parmi lesquelles les régions méridionales de la France se trouveront exposées à une concurrence accrue.

« Point 124 : l'expérience communautaire enseigne que lorsque les déséquilibres initiaux sont importants, les effets négatifs peuvent surpasser les positifs.

« Point 125 : l'adhésion de l'Espagne augmentera les disparités économiques régionales de la communauté... en augmentant les difficultés d'un certain nombre de régions déjà peu développées ».

Arrêtons là les citations de ce document officiel. La preuve est flagrante, l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, ce n'est pas une chance pour notre région, c'est sa mort. Les faits le prouvent aujourd'hui, les « experts » le prévoient pour demain.

Nous ne pouvons garder le silence devant une telle agression. Nous refusons l'austérité, le chômage, le démantèlement de notre économie. Nous affirmons, et rien ne nous fera renoncer à cette position, que l'intérêt de la classe ouvrière française exige de lutter pour l'indépendance et la souveraineté du pays. Il n'y a là aucun nationalisme étroit, aucune volonté d'isoler la France ou l'Espagne.

Nous refusons simplement et catégoriquement la grande casse et l'extension du chômage. Nous refusons le déclin de la France et de notre région.